



PRÉFET DU CALVADOS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Calvados (14)

Direction de la citoyenneté et des collectivités locales

Affaire suivie par Chrystel DUBOIS

Tél : +33 2 31 30 64 38

Courriel : chrystel.dubois@calvados.gouv.fr

Caen, le 14/03/2024

LE PRÉFET DU CALVADOS (14)

à Madame/Monsieur la/le représentant(e) de l'exécutif local de la Commune :
MAY-SUR-ORNE (n° de SIRET 21140408200011)

Objet : Fonds de compensation pour la TVA – Versement complémentaire pour l'exercice 2023 ;

Réf. : Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.1615-1 et suivants et les R.1615-1 et suivants relatifs au FCTVA.

Le 14/06/2023, vous avez formulé auprès de mes services une demande de recours gracieux suite à l'arrêté de versement des attributions du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée n°014_2023_21140408200011_00048888 du 05/01/2023 au motif que : Dépenses rejetées à tort.

J'ai l'honneur de vous informer qu'après examen de votre demande, le montant de 8 261,36 € est attribué au bénéfice de la commune au titre du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.

Le détail des dépenses ayant fait l'objet d'un versement complémentaire est présenté en annexe 1 du présent courrier de notification. Les dépenses pour lesquelles une décision de refus d'attribution motivée persiste sont répertoriées dans l'annexe 2 du présent courrier.

Mandats éligibles : 281, 470, 501, 500, 502 (part électricité et télécom à déduire), 582, 583, 855 et 1037

Mandats rejetés : 579 (travaux non débutés) et 783 (a déjà bénéficié du FCTVA)

Mandat 502 : part télécom et électricité (22 648,26 €) inéligible - voir versement complémentaire de la part éligible (38 400,84 €)

Conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du code de justice administrative, cette décision est susceptible d'un recours devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa notification, et vous pouvez former préalablement un recours gracieux auprès de mes services dans le même délai. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La secrétaire générale,

Florence BESSY

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral du 14/03/2024 - Assiette des dépenses éligibles (dispositif automatisé et procédure déclarative)

MAY-SUR-ORNE		Dépenses éligibles au FCTVA en €	Montant de l'attribution en €
Budget principal : MAY-SUR-ORNE		50 361,86 €	8 261,36 €
dont dépenses d'investissement		50 361,86 €	8 261,36 €
2315	Installations matériels et outillage techniques	50 361,86 €	8 261,36 €
281-1	DEMOLITION MUR URSULINES	1 980,00 €	324,80 €
470- 1	VIABILISATION PROJET URSULINES	15 286,80 €	2 507,65 €
500- 1	RACCORDEMENT EAU POTABLE LES URSULINES	1 281,14 €	210,16 €
501-1	BRANCHEMENT URBAIN CANADA	1 925,58 €	315,87 €
582- 1	VIABILISATION SITE URBAIN CANADA	223,60 €	36,68 €
583- 1	VIABILISATION SITE URBAIN URSULINES	17 895,34 €	2 935,55 €
855- 1	VIABILISATION RESEAUX SITE URSULINES ACOMPTE 2	9 320,50 €	1 528,93 €
1037 -1	VIABILITATION SITE LES URSULINES	2 448,90 €	401,72 €
TOTAL		50 361,86 €	8 261,36 €

Annexe 2 à l'arrêté préfectoral du 14/03/2024 - Dépenses rejetées du montant éligible et motifs (dispositif automatisé et
procédure déclarative)

MAY-SUR-ORNE		Dépenses rejetées du montant éligible au FCTVA en €
Budget principal : MAY-SUR-ORNE		65 927,10 €
dont dépenses d'investissement		65 927,10 €
2315	Installations matériels et outillage techniques	65 927,10 €
	Part télécom et électricité inéligible - voir versement complémentaire	61 049,10 €
502- 1	VIABILISATION LES URSULINES	61 049,10 €
	Travaux non débutés - erreur d'imputation	4 878,00 €
579- 1	FRAIS ETUDES TERRAIN FOOTBALL AFFAISSEMENT REHABILITATION	4 878,00 €
TOTAL		65 927,10 €